

## **- COMMUNIQUE DE PRESSE -**



La branche ministère de l'Intérieur du SNUITAM-FSU demande à son ministère d'entendre le désarroi de la police.

Face aux événements de ces dernières semaines un grand nombre de policiers ont fait preuve d'un grand professionnalisme.

Mais l'heure est grave pour une multitude de nos collègues qui sont confrontés quotidiennement à des violences morales et physiques, corrélé par un manque de moyens humains et matériels ; qui peut pousser certains au suicide. Malgré cela, les policiers ont répondu présents notamment au travers de rappels incessants.

Nous dénonçons ce manque de prise en considération par les organes de l'État.

Le pouvoir d'achat et la reconnaissance ne sont pas optionnels, les policiers y ont droit !

Le gel de la valeur du point d'indice, la remise en cause du protocole PPCR, le maintien du jour de carence sont autant d'acquis perdus, et ce n'est pas l'octroi par le gouvernement d'un complètement exceptionnel de 300 euros qui motivera l'ensemble de la police.

Nous sommes très inquiets pour l'avenir de nos collègues.

Nous demandons une prime pour toutes et tous les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et pas seulement les personnels qui ont été employés sur des dispositifs spéciaux.

Le gouvernement doit répondre très vite et prendre en considération ces malaises et garantir des mesures fortes afin que la POLICE NATIONALE soit valorisée à juste titre.

Pour tous les faits ci-dessus évoqués, le SNUITAM-FSU demande à tous nos collègues policiers, l'arrêt de toutes verbalisations jusqu'à l'obtention d'avancées significatives pour l'ensemble de tous les personnels du ministère de l'Intérieur :

***- Dégel du point d'indice avec un rattrapage indexé sur l'inflation.***

***- Retrait des jours de carence.***

***- Un grenelle des métiers de la sécurité pour enfin répondre aux besoins de tous nos collègues.***